



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit le 15 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 mai 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme SARRAUTE à M. BALDES, M. MONMARCHON à M. RIMARK, M. BODIN à Mme MARECHAL

Etaient excusés:

M. CAVALEIRO, M. INOCENCIO, Mme QUERAL, Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

22 – DÉCLARATION PRÉALABLE : RÉALISATION D'UN SAS DE LIVRAISON ALIMENTAIRE À LA CUISINE SATELLITE DE L'ÉCOLE VALLAEYS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La cuisine centrale réalise environ 400 repas par jour pour les quatre écoles. Les cuisines satellites des écoles Groperrin et Vallaeys sont livrées en liaison chaude.

Afin d'améliorer les conditions de déchargement des bacs, il est nécessaire de réaliser, à l'arrière de l'école Vallaeys un sas de livraison de 9 m².

Ces travaux doivent, en application de l'article R.421-17-a du Code de l'Urbanisme, faire l'objet d'une déclaration préalable.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la déclaration préalable et tout acte et décision nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 4 mai 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 22/05/18

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20180515-55021-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

